

# Des décharges radioactives menacent la région des chalets

*par Lynn Jones et Johanna Echlin, Vie de chalet, 2019*

[www.ccnr.org/vie\\_de\\_chalet\\_2019.pdf](http://www.ccnr.org/vie_de_chalet_2019.pdf)

[www.ccnr.org/decharges\\_radioactives\\_2019\\_f.pdf](http://www.ccnr.org/decharges_radioactives_2019_f.pdf)

Notre édition 2018 de Vie de Chalet / Cottage Living contenait une chronologie des événements qui ont mené au projet d'installation d'un dépotoir de matériel radioactif à Chalk River.

Depuis, on a appris que les rives de la rivière des Outaouais ne sont pas destinées à une mais à deux décharges radioactives, qui ne respectent pas les règles de sécurité internationales et qui risquent de contaminer en permanence la rivière des Outaouais avec des matières radioactives telles que le plutonium, le césium, le strontium et le tritium.

Si vous avez manqué l'article de l'année dernière, voici un récapitulatif :

En 1944, les Laboratoires de Chalk River (LCR) ont été créés pour produire du plutonium pour les armes nucléaires.

A partir de 1952, il était exploités par « Énergie atomique du Canada limitée » (ÉACL). Outre la production de plutonium, LCR a établi un prototype de réacteur nucléaire en amont de Chalk River à Rolphton et en a extrait des isotopes médicaux de combustibles irradiés. Ces activités et deux accidents graves ont produit de grandes quantités de déchets radioactifs dangereux dont le coût de nettoyage/décontamination est estimé à 8 milliards de dollars.

Le gouvernement Harper a radicalement restructuré ÉACL en 2015 en créant une filiale appelée Laboratoires nucléaires canadiens (LNC) et en sous-traitant un consortium multinational (ANEC - Agence nationale de l'énergie du Canada), comprenant SNC-Lavalin, pour exploiter la filiale et réduire la responsabilité du gouvernement fédéral pour le nettoyage nucléaire rapidement et à moindre coût. Les coûts annuels pour les contribuables ont triplé peu de temps après la restructuration.

En 2016, LNC ont proposé de construire un monticule géant de déchets radioactifs près de la surface (installation d'élimination près de la surface (IEPS) à Chalk River et d'ensevelir le réacteur NPD de Rolphton dans le béton.

Des experts indépendants, des scientifiques d'EACL à la retraite, des groupes de citoyens, des organisations non gouvernementales (ONG), 140 municipalités et plusieurs premières Nations ont tiré la sonnette d'alarme sur les projets au moyen de commentaires écrits, de résolutions, de conférences de presse et de manifestations.

En avril 2018, les LNC ont obtenu une licence de 10 ans en dépit d'une crainte répandue selon laquelle les modifications apportées aux licences faciliteraient l'approbation des projets de déchets nucléaires par le consortium. La nouvelle licence a été octroyée par la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN), l'organisme de réglementation de l'énergie nucléaire au Canada, considérée par beaucoup de Canadiens comme un organisme « biaisé » servant les intérêts de l'industrie qu'il est censé réglementer.

## **Chronologie mise à jour depuis la publication de l'année dernière**

Avril 2018 : Les opposants tiennent une conférence de presse et se rassemblent sur la colline du Parlement pour souligner la mauvaise gestion des déchets nucléaires par le gouvernement du Canada. Cinq premières nations et 39 ONG et groupes de citoyens écrivent au directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour demander une enquête. Un article de la presse canadienne paraît dans les journaux du tout le pays.

Mai et juin 2018 : Les ONG et les citoyens continuent de faire pression sur les politiciens avec des campagnes de rédaction de lettres et des séances d'information.

Les 21 et 22 août 2018 : les LNC informent la CCSN de ses plans de déclassement des réacteurs nucléaires fédéraux. Des groupes de citoyens et des ONG ont informé les médias au National Press Theatre du manque de politique nationale du gouvernement fédéral en

## *Des décharges radioactives menacent la région des chalets*

---

matière de déclasserement des réacteurs nucléaires. Une lettre à la vérificatrice générale du Canada (signée par 87 groupes de citoyens, premières Nations et ONG) demande une enquête sur la gestion des déchets nucléaires de propriété fédérale.

22 août 2018: De nombreuses organisations, y compris le syndicat de travailleurs Unifor, manifestent leur opposition aux propositions de décharge nucléaire des LNC au cours d'une Marche du canot rouge devant le siège de la CCSN à Ottawa.

Septembre et octobre 2018 : Le battage médiatique s'intensifie autour de la « nouvelle génération de petits réacteurs nucléaires modulaires » qui serait développés aux laboratoires de Chalk River. Les sites Web du gouvernement du Canada annoncent ce développement avec le soutien et le financement du gouvernement. Beaucoup craignent qu'une nouvelle génération de réacteurs ne crée une nouvelle génération de déchets radioactifs toxiques.

Septembre - novembre 2018 : Les déchets nucléaires deviennent un enjeu lors des élections municipales en Ontario quand des candidats de Deep River à Ottawa demandent au gouvernement fédéral de prendre position sur la question des décharges de déchets nucléaires. Le 19 octobre 2018, le journal Ottawa Citizen signalait que la plupart des candidats d'Ottawa s'opposaient à la décharge nucléaire de Chalk River.

Septembre à décembre 2018 : Les syndicats s'impliquent davantage dans la lutte contre les décharges de déchets nucléaires. Unifor a unanimement adopté sa résolution à Québec en décembre. La CSN Outaouais se prononce, en décembre à Fort-Coulonge, contre le projet de dépotoir nucléaire.

5 au 7 novembre 2018: Conférences de presse sur la Colline du parlement – « Red Light for Canada's Nuclear Road Map » – et marche de protestation au centre-ville d'Ottawa demandant au gouvernement d'assurer la gestion des déchets nucléaires existants avant de permettre d'en produire d'autres.

## *Des décharges radioactives menacent la région des chalets*

---

Novembre 2018 : Conférences tenues par la Nation Anishinabek à North Bay, en Ontario, et la Garde-rivière des Outaouais à l'hôtel de ville de Gatineau. Nouveaux retards dans le calendrier des projets IEPS et NPD annoncés par la CCSN. Aucune date ferme disponible.

15 décembre 2018 : Des groupes de citoyens et des ONG se rencontrent au Pine Lodge à Bristol pour planifier une stratégie pour l'année à venir. Campagne électorale fédérale identifiée comme un objectif-clé.

Février 2019 : SNC-Lavalin, membre du consortium canadien, fait l'objet d'un scandale très médiatisé en rapport avec la corruption politique. qui découle de son lobbying pour se soustraire à des poursuites pénales pour fraude et corruption.

Mars 2019 : Les LNC ont annoncé que des autorisations étaient en cours pour 2 000 envois de déchets radioactifs de faible, moyenne et haute activité provenant du réacteur nucléaire Whiteshell du Manitoba à destination de Chalk River par la route. Le plan consiste à regrouper tous les déchets radioactifs appartenant au gouvernement fédéral à Chalk River. On prévoit qu'il y aura davantage de déchets radioactifs provenant d'autres endroits également.

Les lecteurs qui souhaitent soutenir les efforts visant à maintenir les déchets radioactifs en dehors de la rivière des Outaouais sont invités à signer et à partager la pétition d'Avaaz <https://tinyurl.com/y6swvb2b> intitulée « Protéger nos rivières contre les déchets radioactifs » et à nous contacter: [www.concernedcitizens.net](http://www.concernedcitizens.net) .

*Lynn Jones est membre de Concerned Citizens du comté et de la région de Renfrew. Elle habite L'Isle-aux-Allumettes, Québec, depuis 33 ans et participe activement aux efforts visant à empêcher les déchets radioactifs de pénétrer dans la rivière des Outaouais. [www.concernedcitizens.net](http://www.concernedcitizens.net)*

*Johanna Echlin est une psychothérapeute à la retraite. Elle passe chaque été au chalet familial situé au bord de la rivière des Outaouais, près de Sheenboro, au Québec. Elle s'oppose fermement aux propositions des LNG et est porte-parole de la Old Fort William Cottagers' Association depuis le milieu des années 1990.*